

# Statut unique pour la formation qualifiante

**FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE**

L'avancée est stratégique dans l'arsenal politique wallon et bruxellois destiné à lutter contre le chômage. Les gouvernements de la Région wallonne, de Bruxelles ainsi que celui de la Fédération Wallonie-Bruxelles, réunis conjointement jeudi, ont validé toute une série de mesures destinées à réformer l'enseignement qualifiant.

L'étape du jour consiste à lancer des passerelles entre l'enseignement et le monde de la formation professionnelle. Ces deux mondes travaillaient jusqu'ici d'une manière indépendante et envoyaient des élèves/stagiaires dans les entreprises sans véritable concertation. Dès demain, ils vont être appelés à évoluer dans une logique de collaboration et non de concurrence en vue de booster les formations.

L'apprenant, qu'il vienne du monde de la formation ou de l'enseignement, qu'il soit doté d'un diplôme ou d'un contrat, aura, lui, droit à un statut unique et son diplôme aura la même valeur. Il aura également droit au même barème. Pour soutenir ces formations, les différents gouvernements vont mettre en place l'Office francophone de la

formation en alternance. Cette nouvelle administration jouera le rôle de structure unique de gestion.

## **Coller aux besoins réels**

Parallèlement à ces changements, le monde politique entend augmenter le nombre de places de formation et de stages en entreprises. D'après des chiffres fournis par le cabinet de la ministre wallonne de l'Emploi, Éliane Tillieux (PS), 14.035 apprentis ont par exemple bénéficié d'une formation en alternance entre 2011 et 2012. La volonté de la ministre est d'augmenter ce nombre de places. «*Cette étape passe par une sensibilisation des entreprises*», note le cabinet.

La priorité devra aller aux métiers porteurs d'emplois, aux métiers émergents et à ceux en pénurie. Cette étape passe par un travail d'orientation. Le gouvernement wallon entend par exemple développer dans son nouveau plan Marshall plusieurs outils pédagogiques et de communication. Il est aussi question de pousser le monde de l'enseignement à investir dans les filières porteuses.

**Le monde de l'enseignement doit investir dans les filières porteuses.**